

**Union européenne - Politique
migratoire - Italie - PAC - Entretien
de Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec "RTL"**

(Paris, 05 juin 2018)

Q - Bienvenue dans ce studio de RTL, Nathalie Loiseau, bonjour.

R - Bonjour.

Q - Les populistes au pouvoir en Italie mettent la pression sur la politique migratoire européenne, et pendant la campagne, ils promettaient de mettre 500.000 migrants dehors, c'était un slogan ou il faut les prendre au sérieux ?

R - Ce qu'il faut prendre au sérieux, c'est le vote des électeurs italiens, c'est-à-dire le sentiment d'abandon des électeurs italiens de la part de l'Europe, à la fois sur la crise financière, cela a commencé comme ça, et puis sur la crise des migrants avec un manque de solidarité d'une partie de l'Europe, notamment l'Europe de l'Est, qui n'a pas accepté les relocalisations depuis 2015 ; c'est ce sentiment-là sur lequel les populistes ont surfé, avec des propos qui ont leurs excès, mais au fond, il y a une vraie question de solidarité de l'Europe.

Q - L'Italie est pour les migrants, c'est vrai, une voie d'entrée. Si l'Europe s'était montrée plus juste sur la répartition, elle n'aurait pas géré cela toute seule, l'Allemagne ou la Grèce d'ailleurs pensent la même chose, Nathalie Loiseau. Ils ont raison, et, d'une certaine façon, la France a insuffisamment pris sa part, elle ?

R - La France a mis du temps, mais aujourd'hui, la France prend sa part, il y a un phénomène qu'on appelle les relocalisations de ceux qui sont en besoin de protection, et à l'heure actuelle, la France prend toute sa part...

Q - C'est-à-dire, est-ce que vous avez des chiffres à nous donner ?

R - C'est-à-dire 200 personnes par mois qui relèvent de la protection, c'est-à-dire dont on a des raisons de penser qu'ils auront le statut de réfugiés et qui viennent en France. Mais surtout, ce que nous faisons depuis l'année dernière, c'est de travailler directement en Afrique, au Tchad et au Niger, pour pouvoir interviewer les demandeurs d'asile, leur dire s'ils ont une chance d'obtenir l'asile en Europe, auquel cas on leur évite à la fois le cauchemar de la Libye et la traversée de la Méditerranée, ou s'ils sont considérés comme migrants économiques, auquel cas on les raccompagne dans leur pays d'origine.

Q - En réalité, le choix, le tri, pour employer un mot qui peut choquer, mais c'est la réalité, se fait à cet endroit-là, comme vous le dites. L'Allemagne en a accueilli des centaines de milliers, l'Italie - on le voit bien - est débordée par les migrants d'une certaine façon. La France a insuffisamment pris sa part par rapport à ces pays-là et par rapport à la Grèce.

R - Alors, oui et non, parce que vous avez des déboutés...

Q - Oui, dans un premier temps...

R - Vous avez des déboutés du droit d'asile qui parfois se retrouvent en France, à La Villette, au Millénaire ou d'ailleurs et qui ont été déboutés en Allemagne ou ailleurs dans l'Union européenne. D'une manière générale, on ne peut traiter la question des demandes d'asile qu'au niveau européen, en harmonisant les critères et en harmonisant les procédures. Angela Merkel, ce week-end, s'est dite favorable à une agence européenne de l'asile...

Q - Qu'est-ce que cela changerait une agence européenne de l'asile, cela changerait quoi ?

R - Avoir tous les mêmes critères, les mêmes procédures, les mêmes durées d'examen des demandes d'asile, cela évite que les passeurs jouent d'une législation par rapport à une autre ; aujourd'hui, le système dysfonctionne, les seuls qui en profitent, ce sont les trafiquants.

Q - Oui, mais le système dysfonctionne parce que l'Europe est divisée, il y a les pays de l'Est, du bloc de l'Est, qui sont en désaccord avec ce type de loi envisagée par l'Allemagne. Tout cela, ce ne sont que des mots, Nathalie Loiseau...

R - Non, c'est du travail aussi, qui est fait pour sécuriser les frontières extérieures, mieux les contrôler. La Commission a proposé d'avoir 10.000 personnes qui viennent appuyer les pays qui sont en difficulté pour contrôler leurs frontières extérieures, cela va dans la bonne direction....

Q - Cela veut dire les aider à verrouiller davantage, ce sont des forces de police, c'est quoi ?

R - Ce sont des forces de police, oui, c'est l'embryon d'une police des frontières et des côtes en Europe.

Q - Mais on a déjà Frontex...

R - Oui, mais Frontex...

Q - Ce n'est pas suffisant ?

R - C'est 1.500 personnes aujourd'hui. 10.000, c'est une autre échelle, et c'est nécessaire pour les pays qui n'ont pas forcément l'expérience nécessaire ou qui font face à une arrivée massive de migrants. Ce que l'Italie a dit aussi, c'est qu'ils ont supporté le poids de ces contrôles, de l'accueil de ces migrants avec une solidarité européenne qui a été insuffisante...

Q - Cela veut dire quoi ? L'Italie a supporté le poids de ces contrôles, cela veut dire quoi ?

R - Cela veut dire que cela a coûté très cher à l'Italie, une Italie qui était en sortie de crise avec encore un taux de chômage très élevé. C'est tout cela qui a conduit à un vote de protestation italien. On a été trop lent pour réagir et pour donner les signaux qu'il fallait à l'Italie, ça, c'est clair.

Q - Et quand on entend Matteo Salvini, le nouveau ministre de l'intérieur italien, qui est aussi le chef de la Ligue d'extrême droite, dire : "les clandestins doivent faire leurs valises, la planque, c'est fini", cela renvoie à ce que je vous disais tout à l'heure, 500.000 migrants dehors, est-ce que, ils vont le faire et comment peuvent-ils le faire ?

R - Cela n'est pas réaliste, ce sont aussi des propos de quelqu'un qui sort d'une campagne électorale. Nous, nous respectons le résultat des urnes...

Q - Ce sont des propos d'estrade.

R - Ce sont des propos d'estrade, bien sûr, parce qu'il y a aussi en ce moment une campagne pour des municipales à travers l'Italie, simplement...

Q - Ils ne peuvent pas le faire, Nathalie Loiseau, c'est ce que vous nous dites ?

R - C'est extraordinairement compliqué. Nous respectons le vote des Italiens, mais nous souhaitons que chacun dans l'Union européenne respecte les valeurs que nous avons en commun, et donc travailler ensemble, faire en sorte de mieux aider les pays d'origine. Nous avons commencé depuis l'année dernière, notamment avec l'ancien gouvernement italien, de stabiliser les pays de transit. Tant qu'il n'y aura pas d'Etat en Libye, il n'y aura pas de droits de l'Homme en Libye, et il y aura des cauchemars et des drames en Libye. Tout cela, on doit le faire ensemble, mais il n'y a pas de solution "cavalier seul" sur les migrants en Europe.

Q - C'est ce qu'a dit Emmanuel Macron, aucun pays ne peut trouver de solution seule ni s'isoler. Nathalie Loiseau, à propos de valeur, les migrants font du benchmarking en Europe, a dit Gérard Collomb la semaine dernière, vous aviez parlé, vous, de shopping de l'asile, vous aviez reconnu une maladresse de formulation, mais sur le fond, vous n'aviez rien renié, c'était la même idée en fait que vous avez développée, celle du ministre de l'intérieur, enfin, oui, le ministre de l'intérieur et vous ?

R - Ce dont j'ai parlé, ce dont Gérard Collomb a parlé, c'est de ces différences qu'il y a au sein de l'Union européenne qui font - comme je le disais tout à l'heure - que les trafiquants en profitent, les trafiquants...

Q - Les trafiquants, les migrants, les demandeurs d'asile aussi...

R - Vous savez, les migrants sont dans des situations que personne n'envie, mais ceux qui font du bénéfice sur cette différence de systèmes d'accueil des migrants, ce sont les passeurs. Nous n'avons pas assez travaillé pour lutter contre les réseaux de passeurs en Europe. Là-dessus, il faut qu'on soit beaucoup plus ferme...

Q - Oui, si vous me permettez, vous refaites un peu l'histoire, ce sont bien les demandeurs d'asile qui, d'après ce que vous nous dites, le shopping de l'asile, déposent des requêtes dans plusieurs pays en fonction des qualités d'accueil, de protection sociale...

R - Mais ils ne le font pas tout seuls. Les récits qui sont présentés devant l'OFPRA ou ailleurs, regardez en France, la première nationalité de demandeurs d'asile, ce sont des Albanais, c'est-à-dire des gens qui viennent d'un pays sûr, qui viennent en compagnie ou encadrés par des criminels qui souvent sont aussi des délinquants sur d'autres trafics que celui des migrants. On a retrouvé des documents, on a retrouvé des récits destinés à être présentés à l'OFPRA, tout cela, c'est organisé, ce sont des mafias. Il faut qu'on soit beaucoup plus ferme vis-à-vis de ces mafias...

Q - Donc vous le rediriez de la même façon ?

R - Non, parce que le terme est atroce.

Q - Donc le terme est atroce, vous le regrettez, mais la réalité...

R - Absolument, je l'ai dit, mais la réalité, elle est là...

Q - Et cela ne vous gêne pas que le Front national salue vos propos par exemple ?

R - Bien sûr que cela me gêne parce que nous n'avons pas du tout les mêmes valeurs et nous n'avons pas du tout le même regard.

Q - Oui, mais pourtant, ils disent que vous avez raison de le dire et ils vous applaudissent...

R - Mais, écoutez, l'opposition se sert toujours de ce qui l'arrange, et en particulier pour recréer

des polémiques. Je crois qu'on n'a pas le même état d'esprit, mais lutter contre les passeurs, ce gouvernement, comme l'ensemble de l'Union européenne, est déterminé à le faire.

Q - À propos de détermination, la réduction de la PAC annoncée par Bruxelles vendredi passe mal. Baisse de 5 milliards d'aides directes environ, dit Bruxelles, qui prépare le budget des années à venir, cela veut dire qu'à partir de 2020-2021, les subventions vont chuter pour les agriculteurs français, Nathalie Loiseau ?

R - Pas du tout, c'est une proposition de la Commission, et c'est une proposition que nous n'acceptons pas, et nous l'avons dit dès le début, dès le 2 mai, quand il y a eu, si j'ose dire, le brouillon de budget pour 2021-2027 proposé par la Commission. Le budget est adopté par le Conseil, c'est-à-dire par tous les Etats membres à l'unanimité, et voté par le Parlement européen. Le Parlement européen a déjà dit que ce qui était prévu pour la PAC n'était pas acceptable, nous-mêmes, nous avons dit la même chose. Donc ce projet ne passera pas.

Q - Il ne passera pas. On se souvient, Nathalie Loiseau, par exemple, d'un Jacques Chirac, bon, c'était l'ancien monde, mais enfin, après tout, les agriculteurs s'en souviennent bien, qui s'imposait à Bruxelles, qui disait : pas touche à la PAC...

R - C'est ce que nous avons dit...

Q - Je veux dire, tout le monde avait compris. Est-ce que vous, vous ne l'avez pas dit... vous avez accepté à un moment l'idée de réformer la PAC...

R - Pas du tout...

Q - Vous avez dit... ah mais, si, à un moment, vous avez ouvert la porte...

R - Eh bien, réformer la PAC...

Q - Est-ce que vous ne le payez pas aujourd'hui ?

R - Pas du tout. Réformer la PAC, cela veut dire la rendre plus efficace pour les agriculteurs, les agriculteurs eux-mêmes le demandent, et nous avons passé beaucoup de temps à les écouter et à voir quels étaient leurs besoins, mais cela ne veut pas dire sacrifier la PAC. Et là-dessus, dès le 2 mai, Stéphane Travert et moi-même, nous avons été très clairs, très fermes. Tout le monde sait quelle est notre position et nous sommes loin d'être isolés.

Q - Cela va durer longtemps ces négociations de la PAC ?

R - Il s'agit de négociations du budget européen, en général, pour les années 2021 à 2027. La

Commission voudrait que tout soit bouclé avant les élections européennes, je pense que cela n'est pas possible...

Q - Vous préféreriez que cela traîne jusqu'à la fin des élections européennes, c'est-à-dire...

R - Personne n'a envie que cela traîne...

Q - Oui, cela ne vous arrangerait pas que cela traîne un peu ?

R - Pas du tout, au contraire. Je pense aussi qu'il faut que les électeurs, notamment les électeurs français, aient leur mot à dire sur les prochaines priorités du budget européen, c'est à cela que servent les élections européennes.

Q - L'idée, ce serait d'arriver en position de force après les élections européennes pour avoir un moyen de pression...

R - Mais nous sommes en position de force aujourd'hui, parce que...

Q - Encore plus !

R - Aujourd'hui comme demain, le budget doit être adopté à l'unanimité, et dans cette forme-là, nous ne l'adopterions pas.

Q - Serez-vous candidate aux élections européennes, Nathalie Loiseau ?

R - Il ne faut jamais insulter l'avenir, mais aujourd'hui, je suis ministre des affaires européennes, et pleinement.

Q - Vous pourriez l'être ?

R - Ce que j'aime, ce sont les responsabilités, du coup, j'aime les fonctions qui m'ont été confiées à l'heure actuelle.

Q - Et vous aimeriez bien vous frotter à une élection après tout ?

R - Je ne me suis pas encore posé la question.

Q - Mais pourquoi pas ?

R - Il ne faut jamais insulter l'avenir.

Q - Merci Nathalie Loiseau d'avoir été avec nous ce matin sur RTL./.